

Actualités du 1er au 9 janvier

Le monde est avec la Palestine



Manifestation au Yémen le 5 janvier 2024

Résilience, intelligence collective et courage de la résistance organisée

Actions des forces de la résistance

- **Des manifestations en Israël exigent un cessez-le-feu ininterrompue contre Gaza**
- **L'Irak se prépare à expulser les forces d'occupation dirigées par les États-Unis**
- **Les pétroliers à destination d'Israël dans l'océan Indien sont contraints de changer de cap**
- **Le chef du Hezbollah fait le point sur la situation à la frontière libanaise avec Israël**

Agissements désespérés des forces génocidaires

- **Israël dévoile ses plans désespérés pour achever le génocide palestinien**
- **D'autres assassinats désespérés**
- **Activité criminelle d'Israël sous prétexte d'« inspections de l'aide »**

Tentative d'arrêter le génocide israélien devant la Cour internationale de justice

- **Début des audiences sur la demande d'injonction de l'Afrique du Sud contre d'Israël**

Résilience, intelligence collective et courage de la résistance organisée

Actions des forces de la résistance

Bien qu'Israël ait affirmé publiquement au début de l'année qu'il réduisait l'ampleur de ses opérations, les habitants de Gaza affirment qu'ils n'ont vu aucun répit. La moitié nord de l'enclave est toujours interdite d'accès et la moitié sud est devenue une zone de guerre totale au cours des dernières semaines. Les rapports indiquent que, loin de s'atténuer, la brutalité de l'assaut israélien augmente et il n'y a pas de limites aux crimes qu'il commet.

La quasi-totalité de la population a été chassée de chez elle au moins une fois, beaucoup ont été déplacés plusieurs fois et de nouvelles vagues de déplacements sont annoncées chaque jour. Cependant, malgré les conditions désastreuses et l'horreur de l'assaut meurtrier, la Résistance palestinienne continue de démontrer son efficacité. Les pertes israéliennes du 2 janvier témoignent de l'intensité des combats. Israël a annoncé que neuf de ses soldats ont été tués à Gaza ce jour-là, l'une des journées les plus meurtrières de la guerre pour Israël.



Le journal israélien *Yediot Ahronoth* a rapporté le 4 janvier qu'au moins 12 500 soldats israéliens seront reconnus comme « handicapés » en raison des combats à Gaza et que ce chiffre est une « estimation conservatrice et prudente ». Le nombre de cas de demande de reconnaissance d'un handicap pourrait atteindre 20 000, selon le rapport.

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux par des combattants de la Résistance palestinienne montrent à quel point ils sont capables d'anéantir les chars et les forces terrestres d'Israël.

Par ailleurs, l'organisation de résistance libanaise Hezbollah a mené une attaque réussie contre la base de surveillance aérienne israélienne de Meron avec 62 missiles de différents types, tôt le 6 janvier. Le Hezbollah a déclaré que ses combattants avaient effectué des « frappes directes et confirmées ». Il a publié une vidéo montrant que deux dômes de radar avaient été touchés. Il a décrit l'opération comme une « réponse préliminaire » à l'assassinat par Israël du « grand chef

Cheikh Saleh al-Arouri et de ses frères martyrs » à Dahieh, dans la banlieue sud de Beyrouth, le 2 janvier. La réponse du Hezbollah a envoyé à Israël le message qu'aucune base israélienne n'est hors de portée de ses missiles et que ses opérations antisionistes se poursuivront tant que l'agression israélienne contre Gaza se poursuivra. Le Hezbollah montre qu'il dispose d'une grande quantité de missiles et d'armes de toutes sortes et que, même si beaucoup sont arrêtés par le système de défense antimissile Dôme de fer d'Israël, le pourcentage qui passe peut causer des dommages qu'Israël ne peut se permettre.



Il est devenu évident que les explosions et les assassinats des États-Unis et de Daesh en Irak et en Iran respectivement, ainsi que les actions d'Israël contre le Hezbollah et le Hamas au Liban et ailleurs, visent en partie à provoquer l'Iran et le Hezbollah afin de transformer la guerre d'Israël contre Gaza en une conflagration régionale. La réaction des forces de la résistance a fait en sorte qu'Israël n'a pas atteint son objectif d'atténuer la pression qui vient de son incapacité à anéantir la résistance palestinienne, de l'échec de ses services de renseignement le 7 octobre 2023 et de son incapacité à protéger les colons sur les terres contiguës à Gaza et dans le nord d'Israël. Ces Israéliens sont aujourd'hui déplacés, vivant sous des tentes dans des camps de réfugiés, tout comme les Palestiniens ont été contraints de le faire depuis la Nakba en 1948. Il s'agit là d'une violation fondamentale de la promesse faite par Israël de leur fournir gratuitement des terres et de les protéger.

Selon les données de l'Autorité israélienne de la population et de l'immigration, environ un demi-million d'Israéliens ont quitté les territoires occupés, a indiqué le site d'information israélien *Zman Yisrael*.

Du 7 au 31 octobre, environ 370 000 Israéliens ont quitté la Palestine et 139 839 autres en novembre.

Le site note que ces chiffres n'incluent pas les dizaines de milliers de travailleurs étrangers et de diplomates qui ont quitté la Palestine depuis le 7 octobre en raison de la détérioration des conditions.

En outre, le nombre d'immigrants a diminué, passant d'environ 20 000 au premier trimestre 2023 à environ 11 000 au troisième trimestre. Dans les premières semaines de la guerre, la migration s'est presque arrêtée, le nombre d'immigrants en Palestine depuis le 7 octobre représentant moins d'un pour cent des Israéliens qui ont quitté le pays.

Alors que les médias des États-Unis, du Canada et des pays européens qui soutiennent Israël passent sous silence tous ces faits, il est nécessaire de les prendre en compte pour aller à l'essentiel, à savoir l'ampleur des succès remportés par la Résistance palestinienne.



Des manifestations en Israël exigent un cessez-le-feu



Tel Aviv, Israël, 6 janvier 2024

Près de 20 000 manifestants se sont rassemblés le 6 janvier à la place Habima de Tel Aviv, tandis que des rassemblements moins importants ont eu lieu à Haïfa et devant la résidence privée du premier ministre Benjamin Netanyahou à Césarée. Les manifestants ont exigé des nouvelles élections immédiates et que le gouvernement assure prioritairement le retour des Israéliens détenus par la résistance palestinienne. Ces revendications sont perçues comme une condamnation de la poursuite de l'agression génocidaire israélienne sur Gaza.

La manifestation a également reçu le soutien des dizaines de milliers de personnes qui ont été évacuées de leurs maisons dans les zones proches de la bande de Gaza et de la frontière nord avec le Liban, ainsi que des parents des personnes qui ont été tuées lors des événements qui ont suivi l'attaque initiale du Hamas le 7 octobre 2023. Outre l'escalade de sa campagne meurtrière à Gaza et en Cisjordanie et ses attaques contre les Palestiniens de nationalité israélienne, Israël continue de menacer de guerre le Liban et le mouvement de résistance Hezbollah.



Les mouvements de résistance palestiniens sont unis dans leur position : il n'y aura pas de négociations avec Israël au sujet des captifs ou de quoi que ce soit d'autre tant qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu et notamment que les forces israéliennes ne se seront pas retirées de Gaza.

Les familles de treize civils israéliens tués à Be'eri le 7 octobre demandent à l'armée israélienne d'enquêter sur les causes de leur mort, selon les médias israéliens le 7 janvier. Les familles demandent cette enquête, car il est probable que la plupart d'entre eux ont été délibérément tués sur

ordre d'un général israélien qui a ordonné à un char de tirer sur une maison où ils étaient retenus prisonniers par des combattants des Brigades Qassam du Hamas.

Dans une lettre datée du 4 janvier publiée par les médias israéliens, les familles ont demandé à l'armée israélienne de « mener une enquête exhaustive et transparente sur les décisions et les actions menant à cette situation tragique ». Le brigadier général Barak Hiram, commandant de la 99e division qui était sur les lieux, a dit au *New York Times* qu'à la tombée de la nuit, il avait dit à ses soldats : « Les négociations sont terminées » et au commandant d'un char d'assaut de « pénétrer dans la maison, même si des civils doivent être tués ». Le char d'assaut a tiré deux obus sur la maison, tuant douze des captifs et des dizaines de combattants du Hamas. Un autre captif, Yizhak Sitton, avait déjà été tué par le Hamas, selon les membres de la famille. La quatorzième captive, Hadas Dagan, était la seule survivante.

Dans la lettre, adressée au chef de l'état-major, le lieutenant général Herzi Halevi, les signataires soulignent que « à la lumière des preuves, les obus de char ont été fatals et ont tué plusieurs otages ainsi que des terroristes. ». On y affirme : « Il est important que les familles endeuillées et le public puissent comprendre les circonstances entourant ces décisions et de s'assurer que la confiance du public, les valeurs des Forces de défense israéliennes (FDI) et la responsabilité du commandement sont maintenues, même en ces jours difficiles. »

Cette revendication exacerbe la crise dans les cercles israéliens officiels qui n'ont pas l'intention de limiter leur capacité d'agir en toute impunité. Les hauts responsables, dont Benjamin Netanyahu, ont refusé d'enquêter sur les événements du 7 octobre malgré les preuves qui se font de plus en plus accablantes, malgré leurs efforts pour les étouffer, et qui contredisent la version officielle répétée ad nauseam par Israël, les États-Unis et leurs alliés au Canada et en Europe occidentale.



Tel Aviv, Israël, 6 janvier 2024

Malgré le refus des autorités de répondre à la demande des familles, Herzi Halevi, chef d'état-major général des FDI, a annoncé le 6 janvier la décision de former un comité chargé d'enquêter sur les échecs militaires qui ont conduit à l'offensive dévastatrice du Hamas le 7 octobre, ajoutant que la décision aurait dû être prise il y a longtemps, et certainement pas trois mois après le début de la

guerre. La réunion du cabinet du gouvernement du 6 janvier aurait été consacrée à des discussions sur la façon dont le chef d'état-major des FDI a été critiqué pour avoir lancé une enquête alors que le gouvernement est activement engagé dans des opérations à Gaza.



L'Irak se prépare à expulser les forces d'occupation dirigées par les États-Unis

Le premier ministre irakien Mohammed Shia al-Sudani a déclaré que son gouvernement forme un comité chargé de préparer les modalités de la dissolution permanente de la mission de la coalition d'occupation dirigée par les États-Unis dans le pays. Mohammed Shia al-Sudani a fait cette annonce dans un communiqué le 5 janvier, un jour après qu'une frappe de drone américain dans l'est de Bagdad sur le quartier général des Unités de mobilisation populaire (UMP) irakiennes, également connues sous le nom de Hashd al-Shaabi, a tué trois personnes, dont un commandant du mouvement de résistance Harakat Hezbollah al-Nujaba.

Dans une allocution, Mohammed Shia al-Sudani a déclaré que l'accord en vertu duquel les troupes américaines sont basées en Irak stipule la souveraineté égale des deux pays, qui a été violée par la frappe américaine.

Mohammed Shia al-Sudani a déclaré : « Nous avons souligné à plusieurs reprises qu'en cas de violation ou de transgression par une partie irakienne, ou si la loi irakienne est violée, le gouvernement irakien est la seule partie qui a le droit de donner suite au bien-fondé de ces violation. »

« Nous affirmons notre position ferme et de principe de mettre fin à l'existence de la coalition internationale après que les justifications de son existence ont pris fin. »

« C'est un engagement devant lequel le gouvernement ne reculera pas et ne négligera rien qui puisse achever la souveraineté nationale sur la terre, le ciel et les eaux de l'Irak. »

Le porte-parole du Pentagone, le général Pat Ryder, n'a montré aucun remords pour l'assassinat ciblé des États-Unis à Bagdad. Selon *The Hill*, le 4 janvier, Pat Ryder « a déclaré que les États-Unis sont en Irak à l'invitation du gouvernement irakien pour vaincre le groupe terroriste Daesh désigné par les États-Unis, mais il a souligné que les forces prendront des mesures pour se protéger. »

L'article du *Hill* poursuit : « Il s'agissait d'un acte nécessaire et proportionné, a déclaré Ryder, ajoutant que l'Irak est un 'partenaire important et apprécié', avec lequel les États-Unis cherchent à maintenir de bons liens. »

Mohammed Shia al-Sudani a répondu en condamnant une fois de plus la frappe américaine et en affirmant que l'Irak ne reculera pas devant la défense de sa souveraineté. Faisant référence à la propagande américaine selon laquelle des milices terroristes soutenues par l'Iran opèrent en Irak, Mohammed Shia al-Sudani a déclaré que les Forces de mobilisation populaire sont « une présence officielle affiliée à l'État [irakien] ».

La mission de combat des États-Unis en Irak a pris fin le 9 décembre 2021, les États-Unis ont encore 2 500 soldats dans le pays pour une mission qui, selon eux, vise à conseiller et à aider les forces locales qui tentent d'empêcher une résurgence de Daesh.

Le 4 janvier, Daesh a revendiqué deux explosions en Iran qui ont tué plus de 100 personnes et en ont blessé beaucoup d'autres lors d'une cérémonie commémorative pour le commandant Qasem Soleiman, qui a été tué lors d'une frappe de drone américain près de l'aéroport de Bagdad en 2020.



Les pétroliers à destination d'Israël dans l'océan Indien sont contraints de changer de cap

Dans l'océan Indien, deux pétroliers appartenant à Israël auraient été pris pour cible par des « drones non identifiés » à l'ouest et au nord-ouest des Maldives. Selon *Jordan News*, « deux pétroliers ont été pris pour cible par des drones non identifiés à une distance considérable de 2 000 km du détroit de Bab el-Mandeb. Qui plus est, les deux navires ont été contraints de changer de cap en raison des dommages infligés et de la crainte de nouvelles attaques potentielles. »

Alors que les États-Unis affirment que leurs forces navales et aériennes peuvent protéger ce qu'ils appellent la liberté de navigation dans ces eaux stratégiques, les forces de la résistance parviennent à empêcher les navires israéliens d'atteindre Israël par des voies directes, ce qui porte gravement atteinte à l'économie israélienne.

Sur deux fronts, les attaques contre la navigation commerciale d'Israël et les attaques contre sa frontière nord avec le Liban, les forces de la résistance, sans s'engager avec Israël dans une guerre plus large, obligent Israël à maintenir une importante présence militaire à ces endroits, ce qui réduit sa capacité de frapper Gaza.



Le chef du Hezbollah fait le point sur la situation à la frontière libanaise avec Israël

Le 5 janvier, le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hasan Nasrallah, a prononcé un discours lors de la cérémonie commémorative du responsable décédé du Hezbollah, Haj Mohammad Yaghi (Abou Salim). Ce discours portait sur la situation à la frontière sud du Liban avec Israël et sur les opérations menées par le Hezbollah dans cette région depuis le 8 octobre 2023, en soutien à la Résistance palestinienne. Ci-dessous le compte rendu de ce discours de la chaîne libanaise Al Manar.

Le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hasan Nasrallah, a promis une réponse rapide à la frappe aérienne israélienne à Beyrouth [le 3 janvier] qui a tué le chef adjoint du Hamas, Saleh al-Aroui. Il a affirmé que le Liban avait la possibilité de libérer le reste de son territoire après la fin de l'agression de Gaza et a insisté sur la nécessité d'établir une équation qui empêche l'ennemi de pénétrer dans la souveraineté de notre pays.

S'adressant à la cérémonie commémorative de feu Hajj Mohammad Yaghi (Abu Salim), un responsable du Hezbollah, à Baalbek vendredi [5 janvier], Sayyed Nasrallah a indiqué que la bataille en cours dans le sud représentait une opportunité historique pour la libération totale du Liban.

Soulignant que les opérations de la résistance le long de la frontière sud confirment les équations de

dissuasion avec l'ennemi sioniste, il a mis l'accent sur la possibilité d'établir une équation empêchant tout empiètement sur la souveraineté du Liban. Il a remercié le front libanais d'avoir créé cette nouvelle opportunité.

Abordant le front de la résistance islamique qui s'oppose à l'ennemi sioniste le long de la frontière sud du Liban et qui a entamé ses opérations un jour après le début de l'opération Déluge d'Al-Aqsa, Sayyed Nasrallah a souligné l'indifférence des médias à l'égard de ce front crucial.

Sayyed Nasrallah a révélé que, sur plus de 100 kilomètres et pendant plus de 90 jours, la résistance a systématiquement ciblé toutes les positions frontalières de l'ennemi et de nombreux sites et colonies de l'arrière en réponse aux attaques sionistes contre les civils. Sayyed Nasrallah a déclaré : « Sur une distance frontalière de plus de 100 kilomètres et pendant plus de 90 jours, toutes les positions frontalières ennemies et un grand nombre de positions arrière et de colonies ont été ciblées en réponse aux attaques sionistes contre des civils. La résistance a mené plus de 670 opérations au cours des trois derniers mois, et certains jours, ce nombre a atteint les 23 opérations par jour.

« Les sites frontaliers ciblés étaient au nombre de 48, s'ajoutent 11 sites arrière, ainsi que les points frontaliers où les soldats ennemis se sont réfugiés, près de 50 points qui ont été ciblés plus d'une fois et le chiffres des colonies visées était de 17. »

Se penchant sur les résultats de cette confrontation qui a duré trois mois, il a souligné le lourd tribut payé par les soldats et les officiers ennemis, en insistant sur le caractère exténuant des opérations. « Malgré l'omerta médiatique de l'ennemi, la résistance a répliqué avec environ 90 vidéos, révélant la réalité de la situation.

« Chaque lieu hostile a été systématiquement ciblé, en se concentrant sur les équipements techniques et de renseignement. Aucun poste frontière n'a été épargné, chacun d'entre eux ayant fait l'objet de plusieurs séries de frappes précises. Les équipements techniques visés par la résistance sont estimés à des centaines de millions de dollars », a déclaré le secrétaire général.

Sur les chars et les véhicules détruits, sur une tente ou une maison où se trouvaient des soldats et dont le toit est tombé sur eux, Sayyed Nasrallah a cité des sources ennemies du ministère israélien de la Guerre selon lesquelles le nombre de soldats devenus invalides pourrait avoir atteint les 12.000 soldats depuis le 7 octobre. Il a souligné qu'il n'y avait pas un seul site frontalier qui n'a pas été visé à plusieurs reprises. Les équipements techniques et de renseignement ont été ciblés dans tous les sites ennemis.

Le chef du Hezbollah a réfuté les idées fausses concernant les actions de la résistance, en précisant que « nos frères sont des tireurs d'élite expérimentés qui dirigent le missile guidé dans la fenêtre de la camionnette ennemie » et a réfuté les affirmations selon lesquelles ils se contentaient de « bombarder des poteaux ». Il a souligné la précision des actions de la résistance, expliquant : « Nous attaquons les équipements sur les poteaux qui valent des centaines de millions de dollars et qui contrôlent l'information sur une grande partie du Liban et pas seulement le sud du Liban. »

« Dans la deuxième étape, les soldats ennemis ont fui vers les colonies évacuées ou vers les périphéries de leur positions militaires de crainte que les groupes de la résistance ne les envahissent et par peur de leurs attaques ciblées sur des lieux précis », a souligné Sayyed Nasrallah. Il dit que « Nous disposons d'informations, d'images et de films concernant les positions et les rassemblements de l'ennemi. Un grand nombre de chars et de véhicules de l'ennemi ont été détruits. » Sayyed Nasrallah a noté que l'ennemi a tenté de remplacer ses pertes techniques avec des drones et des avions de reconnaissance, et qu'il a exercé un strict mutisme médiatique concernant ses morts et ses blessés.

Sayyed Nasrallah a souligné que les experts de l'entité ennemie affirment que le nombre réel de morts est trois fois supérieur à celui annoncé par l'armée d'occupation. Les statistiques, selon les sources du ministère israélien de la Santé, font état jusqu'à présent de plus de 2 000 victimes sur le front nord.

Sayyed Nasrallah a souligné que : « Si vous aviez connu l'ampleur des pertes humaines et des véhicules de l'ennemi, vous ne vous seriez pas permis de douter de l'efficacité des combats sur le front nord. » Il a affirmé que la dissimulation des pertes par l'ennemi fait partie de la guerre psychologique visant à éviter l'embarras dans sa société.

Abordant la situation à la frontière sud, Sayyed Nasrallah a cité un ministre israélien qui l'a décrite comme une humiliation pour « Israël ». Il a précisé que la résistance visait des cibles militaires, les officiers et les soldats, et que les frappes sur les maisons étaient des réponses aux attaques de l'ennemi contre nos civils.

Sayyed Nasrallah a souligné que l'un des résultats des combats sur le front sud était le déplacement des habitants des colonies du nord, inversant ainsi la tendance historique selon laquelle les Libanais étaient les premiers à être déplacés pendant les guerres. « Ce déplacement exercera une pression psychologique, politique et sécuritaire sur le gouvernement ennemi, s'ajoutant à l'état d'anxiété qui règne sur le front nord. »

À ceux qui ont posé des questions sur les avantages de l'ouverture du front nord, Sayyed Nasrallah a déclaré que le but de ce front était de faire pression sur le gouvernement ennemi et d'épuiser l'ennemi afin de mettre fin à l'agression contre Gaza et d'alléger la pression sur la résistance à Gaza, sur le terrain. Il a affirmé que ces objectifs ont été atteints grâce au front libanais, qui a contraint l'ennemi à déployer un nombre important de soldats et à dissimuler des informations sur des divisions et des brigades entières à Gaza, par crainte de l'évolution de la situation sur le front.

Sayyed Nasrallah a posé la question suivante : « Le nombre important de victimes, de véhicules détruits et de personnes déplacées sur le front nord n'exerce-t-il pas une pression sur le gouvernement de l'ennemi ? » Sayyed Nasrallah a expliqué que la ceinture de sécurité à l'intérieur de l'entité a été établie au nord, à une profondeur de 3 km et dans certaines zones à une profondeur de 7 km.

S'adressant aux colons qui exigent une « solution » avec le Hezbollah, Sayyed Nasrallah les a avertis qu'un tel choix est malavisé et qu'ils seraient les premiers à en payer le prix. Il les a exhortés à se tourner vers leur gouvernement pour lui demander de mettre fin à l'agression contre Gaza et déclaré que toute autre option ne fera qu'entraîner davantage de déplacements et des prix élevés pour les colons du nord.

Sayyed Nasrallah a commenté les propos du premier ministre Benjamin Netanyahu sur la tente de résistance à la frontière. Il l'a mis au défi de reconnaître la destruction de 48 sites frontaliers, 11 sites arrière et des attaques contre 17 colonies et 50 sites frontaliers. Il a demandé si c'était la résistance qui poussait les soldats israéliens à se cacher comme des « rats », soulignant que l'ampleur des opérations quotidiennes sert de dissuasion. Sayyed Nasrallah a souligné que ce qui se passe à la frontière sud est une vraie guerre, bien au-delà du symbolisme d'une « tente ». « La tente dont Netanyahu se vante appartient au passé maintenant Aujourd'hui, il y a une véritable guerre à la frontière. »

Sayyed Nasrallah a rappelé que les opérations actuelles à la frontière sud ne sont pas une nouvelle initiative de la résistance depuis 1948. Dans le passé, une seule opération comme celle qui est réalisée aujourd'hui à la frontière aurait provoqué les Israéliens pour venir bombarder des bâtiments au coeur de Beyrouth. « Dans le passé, une seule opération entraînait des destructions massives

dans tout le sud du Liban », a déclaré Sayyed Nasrallah. Il a fait remarquer que les Israéliens **consolident** les équations de dissuasion que la résistance a établies il y a de nombreuses années.

Le secrétaire général a déclaré que cela ouvre une opportunité pour le Liban de pouvoir, après la cessation de l'agression contre Gaza, libérer le reste de son territoire, de la zone B1 en passant par la partie libanaise du village al-Ghajar, les collines de Kafarchouba et jusqu'aux fermes de Chebaa. Soulignant la possibilité d'établir une équation empêchant l'ennemi de violer la souveraineté du Liban, il a insisté sur le fait que le dialogue et la négociation ne produiraient aucun résultat si l'agression contre Gaza ne cessait pas.

« Nous nous trouvons à un moment historique, qui offre une occasion unique de libérer chaque centimètre carré de notre territoire et d'établir une équation qui empêche l'ennemi de pénétrer dans la souveraineté de notre pays, et c'est une opportunité que ce front a ouverte », a déclaré le secrétaire général.

L'assassinat de Saleh al-Arouri



Funérailles à Beyrouth, au Liban, le 4 janvier 2024, du cheikh Saleh al-Arouri et d'autres martyrs avec lui.

Parlant de la récente attaque sioniste à Beyrouth et l'assassinat du cheikh Saleh al-Arouri du Hamas, Sayyed Nasrallah a affirmé qu'une violation de cette gravité et dangereuse dans la banlieue sud du Liban était inacceptable. Il a exprimé sa profonde tristesse pour la perte du cheikh Saleh, soulignant une forte amitié.

Sayyed Nasrallah a affirmé que cet assassinat ne resterait pas sans réponse ni châtement, le terrain étant le lieu de cette inévitable riposte. « L'assassinat du cheikh Saleh al-Arouri ne sera pas sans réponse ni sans punition, la décision est entre les mains du terrain et elle sera sans aucun doute appliquée », a-t-il averti.

L'ampleur des préjudices résultant du silence à cette violation sont plus grands que tous les risques pouvant découler de la réponse à cette décision sur le terrain. « Nous ne pouvons pas rester silencieux face à une violation de cette gravité, car cela signifie que tout le Liban, les villes et les personnalités seront exposés. »

Dans son discours du 3 janvier, Sayyed Nasrallah a mis en garde l'ennemi israélien contre le lancement d'une guerre totale contre le Liban, affirmant que la Résistance islamique se battrait alors sans aucune limite. Le secrétaire général a indiqué que, jusqu'à présent, les opérations menées par le Hezbollah sont réglementées d'une manière qui respecte les intérêts nationaux libanais, tout en menaçant l'ennemi israélien que les limites se retourneront contre lui en cas de guerre contre le Liban.

Le front irakien

Passant à la situation en Irak, Sayyed Nasrallah a souligné l'opportunité historique pour le pays de se débarrasser de l'occupation américaine, en particulier compte tenu de la défaite stratégique actuelle des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine. « Le motif sous-jacent est le soutien à Gaza, et l'administration américaine l'appréhende, car elle est confrontée à une situation difficile en Ukraine », a déclaré Sayyed Nasrallah à propos des opérations militaires irakiennes qui se déroulent actuellement.

Sayyed Nasrallah a souligné que les forces américaines ont attaqué les résistants des Forces de mobilisation populaire en Irak et que l'Irak est confronté à une opportunité historique de se débarrasser de l'occupation américaine, du mensonge, de la fausseté et de la tromperie américaine. « L'une des bénédictions de la Résistance islamique en Irak en ouvrant son front pour soutenir Gaza est que l'Irak est confronté à une opportunité historique de se débarrasser de l'occupation américaine, du mensonge, de la fausseté et de la tromperie américaine. »

Sayyed Nasrallah a exhorté le gouvernement irakien, la Chambre des représentants et le peuple irakien à s'unir pour rejeter les occupants criminels qui sont complices des atrocités commises à Gaza, en Palestine et au Liban. Il a déclaré « Aujourd'hui, le gouvernement irakien, la Chambre des représentants et le peuple irakien ont une opportunité historique pour le départ de ces occupants criminels et meurtriers qui ont versé le sang des Irakiens, des Syriens et des Libanais, et qui sont des partenaires à part entière dans tous les crimes commis aujourd'hui à Gaza, en Palestine et au Liban. »

Il a salué la position courageuse du gouvernement irakien en faveur du déluge d'Al-Aqsa et a appelé à l'expulsion des forces américaines d'Irak et a affirmé que l'Irak n'a pas besoin des Américains pour combattre Daech. L'opportunité se présente pour que les forces américaines quittent l'Irak, c'est l'une des bénédictions nationales de la solidarité avec Gaza.

« L'Irak n'a pas besoin des Américains pour combattre Daech. Actuellement, il y a des indications que certains éléments associés au Daech en Syrie ont cherché refuge ou soutien auprès des forces américaines », a déclaré le chef du Hezbollah.

Le front yéménite

Sayyed Nasrallah a souligné que certains régimes et médias arabes, pour dissimuler leur échec, leur humiliation et leur silence, se sont tournés contre le front de la résistance pour dénigrer ses actions lorsque les forces yéménites ont bombardé Eilat (le port israélien). Ils l'ont accusé de vouloir redorer leur image dans le monde arabe. « Al-Qaïda a activement cherché à saper et à discréditer tous les efforts déployés par l'axe de la résistance pour soutenir Gaza, tentant ainsi de masquer ses propres échecs. Ceux qui sous-estiment les actions de l'axe de la résistance aujourd'hui sont des individus qui n'ont rien apporté depuis le début de l'agression contre Gaza », a déclaré le secrétaire général.

« Assumer le jihad apporte toujours la gloire et le fait de s'abstenir du jihad entraîne l'humiliation »,

a souligné Sayyed Nasrallah, ajoutant que les régimes silencieux et négligents ont été pris de court par les actions inattendues des Yéménites dans la mer Rouge.

Le commandant en chef du Hezbollah a félicité Ansarullah, Abdul-Mali al-Hath, et le gouvernement de Sanaa pour leur fermeté, soulignant qu'ils voulaient surtout redorer leur image devant Dieu seulement.

Sayyed Nasrallah a fait remarquer qu'il y a des gens qui sont fondamentalement inaptes à occuper la position de combattre l'ennemi de la nation et leur niveau psychologique et spirituel est beaucoup plus bas.

Il a noté que la position yéménite a amené de nombreux segments à reconsidérer leur position interne à l'égard d'Ansarullah et souligné que le Yémen s'est désormais fermement ancré dans les équations régionales et internationales devant lesquelles le monde doit prendre note.

« Le fait que le gouvernement de Sanaa soit passé du statut de faction interne à celui d'élément central de l'équation internationale, obligeant le monde à compter avec lui malgré les tentatives de marginalisation, constitue une réalisation nationale importante », a déclaré le secrétaire général.

Sayyed Nasrallah souligné l'absence de l'armée de l'air israélienne au Yémen, l'attribuant à la dissuasion yéménite.

Abordant les récentes manifestations du peuple yéménite, Sayyed Nasrallah a adressé un message à l'administration américaine, en particulier au président Biden, au secrétaire d'État Blinken et au ministre de la Guerre. Il a souligné que le message du Yémen aux États-Unis est que vous n'êtes pas face à un gouvernement, un État ou une armée appelé Ansarullah, mais vous êtes face à des dizaines de millions de Yéménites, dont toute l'histoire témoigne des défaites infligées aux occupants. « Le message du Yémen aujourd'hui est un message adressé aux États-Unis et qui dit que vous n'êtes pas face à un gouvernement, un État ou une armée appelé Ansarullah, mais vous êtes face à des dizaines de millions de Yéménites, dont toute l'histoire témoigne des défaites infligées aux occupants. »

Sayyed Nasrallah a exhorté l'administration Biden à comprendre cette histoire et a souligné que les Yéménites ne s'arrêteront pas et n'hésiteront pas. Il a conclu en déclarant qu'aujourd'hui, le Yémen devient de plus en plus fier dans le monde arabe et islamique et aux yeux de ses amis et ennemis.

À l'environnement de la résistance

S'adressant aux familles des martyrs de la Résistance islamique, Sayyed Nasrallah a exprimé de tout coeur sa volonté de participer aux condoléances. « Personnellement, si ce n'est les restrictions de sécurité qui ont été intensifiées, j'aurais aimé, souhaité aller dans vos maisons et vos familles pour vous embrasser le front et les mains. »

S'adressant aux habitants du sud du Liban, il a déclaré : « Si l'ennemi israélien était destiné à vaincre la résistance à Gaza, après Gaza le tour serait celui du sud du Liban, en particulier du sud du Litani. Cet ennemi viendra briser votre volonté parce que vous l'avez humilié. »

« Les combattants du Hezbollah se battent courageusement dans le froid glacial, dans la neige, sous la pluie et les nuages, sous les obus et les raids. Ils continuent d'avancer et de lancer des attaques contre les positions et les rassemblements de l'ennemi, et ce sont eux qui répondront aux attaques des civils de la banlieue », a indiqué le secrétaire général.

Au début de son discours, Sayyed Nasrallah a renouvelé ses condoléances aux martyrs tombés au

sanctuaire de Hajj Qasem Soleimani à Kerman, en Iran. Il a présenté ses condoléances à l'Irak, à Sayyed Ali Sistani, aux Forces de mobilisation populaire et au Mouvement Nujaba pour le martyr de Hajj Abu Taqwa al-Saidi.

Sayyed Nasrallah a consacré une partie importante de son discours à parler de Hajj Abu Salim Yaghi, dont la cérémonie de commémoration s'est tenue dans le sanctuaire de Sayyeda Khawla à Baalbek. Il a énuméré les multiples traits de caractère de Yaghi ainsi que la profonde amitié qui les unissait.

« Hajj Abu Salim s'est imposé comme une force révolutionnaire et un activiste dévoué dans la région de Baalbek, laissant une marque indélébile sur son environnement. Mon témoignage concernant Hajj Abu Salim n'est pas un simple compte rendu; il constitue un testament tangible de notre lien durable qui remonte à notre jeunesse en 1978 [...]. Dès le départ, un lien profond de fraternité, d'amour, d'amitié et de confiance inébranlable a fleuri entre nous dès les premières heures de notre rencontre. ».

(Traduction LML)



Agissements désespérés des forces génocidaires

Israël dévoile ses plans désespérés pour achever le génocide palestinien



Le 4 janvier, le ministre de la Défense israélien Yoav Gallant a « dévoilé ses plans pour la prochaine étape de la guerre d'Israël contre Gaza et sa vision d'un futur accord selon lequel l'enclave serait gouvernée par une instance palestinienne sous le contrôle sécuritaire d'Israël »,

annoncent les agences de presse. Selon une déclaration publiée par le bureau du ministre : « Nous allons passer à une nouvelle approche de combat en fonction des résultats militaires obtenus sur le terrain. » Le bureau de Yoav Gallant a déclaré dans un communiqué que, dans le cadre de ce plan, les opérations israéliennes incluraient des raids, la démolition de tunnels, des frappes aériennes et terrestres, ainsi que des opérations des forces spéciales. « Ce plan se poursuivra aussi longtemps que nécessaire », selon le communiqué. Après la guerre, Yoav Gallant a dit que le Hamas ne contrôlerait plus Gaza et qu'Israël conserverait sa liberté d'action opérationnelle, aidé par une force multinationale dirigée par les États-Unis en partenariat avec l'Union européenne et les partenaires régionaux assumant la responsabilité de reconstruire le territoire. Yoav Gallant a dit : « Des organes palestiniens seront responsables, sous condition qu'il n'y ait pas d'actions hostiles ou de menaces envers l'État d'Israël ». Israël « fournira l'information guidant les opérations civiles » et continuera, pour des raisons de sécurité, d'inspecter les marchandises entrant dans Gaza.

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a réagi en publiant un communiqué dans lequel il déclare : « Le lendemain de la guerre sera un jour de défaite et de retrait complet de l'agression et un jour de victoire pour la résistance ». « Le jour suivant », a-t-il dit, « sera le jour de l'effondrement et de la défaite de l'occupation et de la victoire de la résistance. Les soldats de l'armée israélienne ne trouveront à Gaza que la mort aux mains de la résistance ». Le FPLP a ajouté : « Aucune partie palestinienne ne coopérera dans ces projets », et a mis en garde contre toute implication de parties internationales ou régionales dans de tels projets. Toute forme d'occupation à Gaza fera face aux armes de la résistance, a-t-il dit.



D'autres assassinats désespérés



Wissam Hassan Tawil

Le 8 janvier, Israël a mené une nouvelle et lâche attaque de drone dans le village de Majdal Selm, dans le sud du Liban. Le Hezbollah a confirmé dans un communiqué l'assassinat de son principal commandant, le « chef des combattants martyrs », Wissam Hassan Tawil, connu sous le nom de « al-Hajj Jawad ». Citant des sources de sécurité, Reuters a rapporté que Wissam était le chef adjoint d'une unité au sein de la force d'élite Radwan du Hezbollah. Un autre combattant, qui n'a pas été identifié, a également été tué lors de la frappe.



Activité criminelle d'Israël sous prétexte d'« inspections de l'aide »



Israël affirme qu'il ne commet pas de génocide en partie parce qu'il autorise l'entrée de l'aide dans la bande de Gaza. Or, c'est le contraire qui est vrai.

Au 1er janvier, « une moyenne d'environ 120 camions par jour est entrée par Rafah et Kerem Shalom, selon les chiffres de l'ONU, bien en dessous des 500 camions de marchandises entrant quotidiennement avant la guerre et bien en dessous de ce que les groupes d'aide disent être nécessaire », rapporte l'Associated Press.



Les camions transportant de l'aide peuvent attendre des semaines à la frontière et être refoulés arbitrairement. Ils entrent du côté égyptien de la frontière, longent le « no man's land » (la zone inoccupée) jusqu'à l'installation de Nitzana pour y être inspectés par l'armée israélienne, puis

retournent à Rafah pour passer à Gaza – ou se rendent à Kerem Shalom pour y être inspectés et y entrer. Kerem Shalom ne fonctionne que huit heures par jour et est fermé une partie du vendredi et toute la journée du samedi.

Si les inspecteurs refusent un seul article dans un camion, celui-ci doit revenir avec toute sa cargaison pour être réemballé, recommençant ainsi le processus qui dure des semaines. Les travailleurs humanitaires indiquent que les tentes sont refusées parce qu'elles contiennent des poteaux métalliques, et les troussees médicales parce qu'elles contiennent des scalpels. La plupart des équipements fonctionnant à l'énergie solaire semblent également être interdits. Les Palestiniens risquent de mourir de faim et d'hypothermie en raison de la baisse des températures et du manque d'abris.



Tentative d'arrêter le génocide israélien devant la Cour internationale de justice

Début des audiences sur la demande d'injonction de l'Afrique du Sud contre d'Israël

À partir du 11 janvier, la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye, aux Pays-Bas, tient des audiences pour examiner la demande d'injonction de l'Afrique du Sud visant à faire cesser les crimes de guerre d'Israël à Gaza. Il s'agit de la première étape pour mettre fin au génocide et amener Israël à rendre des comptes en vertu de la *Convention sur le génocide*. L'Afrique du Sud demandera des « mesures conservatoires » pour « éviter que les droits du peuple palestinien au titre de la Convention sur le génocide, qui continuent d'être violés en toute impunité, ne subissent d'autres préjudices graves et irréparables » et « faire en sorte qu'Israël respecte les obligations que lui fait la convention de ne pas commettre de génocide, et de prévenir et de punir le génocide ».

Une ordonnance de mesures conservatoires de la CIJ signifierait une suspension d'urgence de la campagne militaire d'Israël à Gaza. « Pour les mesures conservatoires, la Cour doit seulement décider si, à première vue, elle serait compétente et si les actes incriminés pourraient entrer dans le champ d'application du traité sur le génocide », explique l'Associated Press. « Les mesures qu'elle décidera ne seront pas nécessairement celles demandées par le plaignant. »

Les séances publiques de la CIJ peuvent être observées soit en personne au Palais de la paix à La Haye, soit en ligne. Les audiences concernant la demande de mesures conservatoires de l'Afrique du Sud pour arrêter la guerre d'Israël contre Gaza seront retransmises en direct de 4 h 00 à 6 h 00 HAE/1 h 00 à 3 h 00 PST sur le [site Web de la CIJ](#) et sur la [Web TV de l'ONU](#).

Le premier jour d'audience sera consacré à la présentation par l'Afrique du Sud de ses arguments en



faveur de mesures conservatoires, tandis qu'Israël présentera les siens le 12 janvier ou la semaine suivante. Après les présentations de chaque partie, la décision de la CIJ sur les mesures conservatoires devrait être rendue dans les semaines à venir. Les experts juridiques estiment que la conclusion de la procédure visant à obliger Israël à rendre compte de ses crimes génocidaires à Gaza pourrait prendre des années.

Indépendamment de la question de savoir si la *Convention sur le génocide* peut être appliquée pour freiner Israël, la résistance et le peuple palestiniens ainsi que les peuples du monde entier sont clairs : les plus de 20 000 personnes tuées par Israël à Gaza depuis le 7 octobre 2023 et toutes ses autres atrocités sont des crimes pour lesquels Israël doit rendre des comptes, au service de la libération du peuple palestinien et de l'affirmation de son droit à l'existence. Israël doit être arrêté.

Le manuel de la CIJ indique que la Cour a « expressément déclaré que les ordonnances indiquant des mesures conservatoires ont force obligatoire ». En outre, le site Internet de la CIJ indique que « les arrêts rendus par la Cour (ou par l'une de ses chambres) dans des différends entre États sont obligatoires pour les parties concernées ». L'article 94 de la *Charte des Nations Unies* prévoit que « chaque Membre des Nations unies s'engage à se conformer à la décision de la Cour internationale de justice dans tout litige auquel il est partie ».

« Les arrêts sont définitifs et sans recours. Si l'une des parties en conteste le sens ou la portée, elle a la faculté de présenter une demande en interprétation. Par ailleurs, au cas où serait découvert un fait jusque-là ignoré de la Cour mais de nature à exercer une influence décisive, toute partie peut demander la révision de l'arrêt. »

La situation actuelle à Gaza, qui préoccupe grandement le peuple palestinien et les peuples du monde qui luttent pour arrêter Israël, est en partie due au fait qu'Israël a défié à plusieurs reprises les décisions et les résolutions des Nations unies visant à mettre un frein à son terrorisme sioniste. La juriste américaine Marjorie Cohn, ancienne présidente de la National Lawyers Guild, écrit : « L'article 94 de la *Charte des Nations unies* stipule que toutes les parties à un différend doivent se conformer aux décisions de la CIJ et que si une partie ne le fait pas, l'autre partie peut s'adresser au Conseil de sécurité des Nations unies pour faire appliquer la décision. »

Interventions d'États tiers et obligations des signataires

En ce qui concerne les personnes autorisées à prendre part aux procédures de la CIJ, le site web de la Cour explique que « seuls les États ont qualité pour se présenter devant la Cour dans le cadre de la procédure contentieuse. Il s'agit à l'heure actuelle essentiellement des 193 États membres des Nations unies. »

Les articles 62 et 63 de la CIJ prévoient la possibilité pour les États tiers à un différend de présenter des interventions :

« Article 62

« 1. Lorsqu'un État estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention.

« 2. La Cour décide.

« Article 63

« 1. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres États que les parties en litige, le Greffier les avertit sans délai.

« 2. Chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à son égard. »

En outre, Cohn souligne que « les obligations de la Convention sur le génocide sont *erga omnes partes*, c'est-à-dire des obligations dues par un État à l'égard de tous les États parties à la Convention. La CIJ a déclaré : « Dans une telle convention, les États contractants n'ont pas d'intérêts propres; ils ont simplement, tous et chacun, un intérêt commun, à savoir l'accomplissement des buts élevés qui sont la raison d'être de la Convention. »

Cela signifie également que si la CIJ ordonne des mesures conservatoires pour bloquer la guerre d'Israël contre Gaza, et s'il est finalement reconnu qu'Israël a violé la *Convention sur le génocide*, les États parties à la Convention sont également obligés de prendre des mesures pour veiller à ce que ces décisions soient appliquées. Cela soulève la question évidente de la nécessité de demander des comptes aux États-Unis pour le rôle qu'ils ont joué en soutenant pleinement Israël, politiquement, financièrement et militairement. Des pays comme le Canada, qui sont également complices du génocide en soutenant Israël de manière quasi inconditionnelle, sont également impliqués. Les États-Unis et le Canada sont tous deux signataires de la *Convention sur le génocide*.

Préoccupations exprimées par Israël

Marjorie Cohn a récemment expliqué certaines des préoccupations d'Israël quant à la possibilité d'être traduit devant la CIJ en vertu de la convention sur le génocide. Elle souligne que

[...]

Israël et son principal patron, les États-Unis, comprennent l'ampleur de la requête de l'Afrique du Sud devant la CIJ, et ils sont furieux.

Israël fait habituellement un pied de nez aux institutions internationales, mais il prend le cas de l'Afrique du Sud au sérieux. En 2021, lorsque la Cour pénale internationale a lancé une enquête sur les crimes de guerre présumés commis par Israël à Gaza, Israël a fermement rejeté la légitimité de l'enquête.

« Israël ne participe généralement pas à de telles procédures », a déclaré à *Haaretz* le professeur Eliav Lieblich, expert en droit international à l'Université de Tel Aviv.

« Mais il ne s'agit pas d'une commission d'enquête de l'ONU ou de la Cour pénale internationale de La Haye, dont Israël rejette l'autorité. Il s'agit de la Cour internationale de Justice, qui tire ses pouvoirs d'un traité auquel Israël a adhéré, il ne peut donc pas le rejeter pour le motif habituel de manque d'autorité. C'est aussi un organisme au prestige international. »

Un câble du 4 janvier du ministère israélien des Affaires étrangères indique que « l'objectif stratégique » d'Israël est que la CIJ rejette la demande d'injonction de l'Afrique du Sud visant à suspendre l'action militaire d'Israël à Gaza, refuse de conclure qu'Israël commet un génocide à Gaza et déclare qu'Israël est conforme au droit international.

« Une décision de la Cour pourrait avoir des implications potentielles significatives qui ne concernent pas seulement le monde juridique, mais ont des ramifications pratiques bilatérales, multilatérales, économiques et de sécurité », indique le câble.

« Nous demandons une déclaration publique immédiate et sans équivoque dans le sens

suivant : déclarer publiquement et clairement que VOTRE PAYS rejette les allégations les plus scandaleuses [sic], absurdes et sans fondement formulées contre Israël. »

Le câble demande aux ambassades israéliennes d'exhorter les diplomates et les hommes politiques aux plus hauts niveaux « à reconnaître publiquement qu'Israël travaille [avec les acteurs internationaux] pour augmenter l'aide humanitaire à Gaza, ainsi que pour minimiser les dommages causés aux civils, tout en agissant en état de légitime défense, après l'horrible attaque du 7 octobre perpétrée par une organisation terroriste génocidaire.

« L'État d'Israël comparâtra devant la CIJ à La Haye pour dissiper la diffamation absurde de l'Afrique du Sud », a déclaré le porte-parole du premier ministre Benjamin Netanyahu, Eylon Levy. La demande de l'Afrique du Sud est « sans fondement juridique et constitue une exploitation basse et un outrage au tribunal », a-t-il déclaré.

Israël met tout en oeuvre, y compris des accusations fallacieuses d'« accusation de meurtre rituel », un cliché antisémite qui accuse à tort les juifs de sacrifice rituel d'enfants chrétiens.

(Avec des informations de la CIJ, AP, Brunobertez)



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca